



NUMÉRO 18 nouvelle série
20 mai 2024

ÉDITORIAL

DANS CE NUMÉRO :

La CGT contre l'extrême droite un combat de classe

L'extrême droite française est essentiellement représentée de nos jours par le Rassemblement National, un mouvement délétère pour le monde du travail car il surfe sur les peurs des couches populaires malmenées par les mutations sociales qu'imposent les marchés et la concurrence.

La CGT combat l'extrême droite parce que :

- Son discours est une imposture et donc un déni de démocratie
- La CGT se réclame de l'internationalisme, de la solidarité entre travailleurs de toutes origines et d'une vision du monde structurée par le clivage de classe et non par celui des frontières nationales.
- L'extrême droite française a depuis longtemps été démasquée par l'histoire : hier encore « *l'attitude patriotique pendant l'Occupation* » était un critère de la représentativité syndicale, (actualisé en « *principes républicains* »).

Le parti frontiste a pu chercher ici ou là à former des syndicats-FN ou à noyauter certaines structures afin de les instrumentaliser, sans grand succès, sauf peut-être dans le cas particulier de la Police .../...

Éditorial

La CGT contre l'extrême-droite, un combat de classe Page 1

Dossier

Extrême-droite et fascisme Page 2

- Qu'est-ce qui les fait « monter » ?
- Les 4 vies de l'ED française
- Proche de nous, l'exemple italien

Actualité et arguments

J'enrage Page 10

A lire et faire connaître Page 11

Vie de l'IFHS

Versement d'archives au CAAPC Page 13

Adhésions Page 15

.../... La très royaliste *Action Française* l'avait essayé au moment de la création de la CGT, en soutenant le syndicalisme « *jaune* » de Pierre Biétry, resté marginal. Significativement, alors que L'Affaire Dreyfus éclate au moment où se forme la CGT, si en 1889 certains militants ouvriers avaient soutenu le général Boulanger pour « *réviser la constitution* », le déferlement de haine antisémite de 1898-1901 ne trouve guère d'écho dans ce milieu.

Mais c'est surtout face à la montée des fascismes en Europe que la CGT devient un acteur essentiel de la lutte contre les Hitler, Mussolini, Franco et leurs émules français. L'appel des deux CGT (unitaire et confédérée) à la manifestation du 12 février 1934, en réponse à l'émeute fascisante du 6, réalisant l'unité dans la rue, charge le Front Populaire en gestation de son contenu radical et de masse.

Rien d'étonnant à ce qu'on retrouve la CGT, réunifiée encore par l'accord dit « *du Perreux* », à tous les étages de la Résistance, des clandestins d'usine à l'Assemblée d'Alger où participe notamment Ambroise Croizat.

Ce combat se poursuit quand les peuples colonisés s'arment pour leur indépendance, et que l'extrême droite s'y oppose par les attentats de l'OAS

ou l'impulsion des putschs militaires de 1958 et 1961. Rappelons par exemple que les victimes écrasées contre la grille du métro Charonne par la police du préfet Papon en 1961 étaient toutes à la CGT.

Une autre forme de l'extrême droite est, durant les Trente dites « Glorieuses », constituée par de pseudo-syndicats, en réalité milices patronales, notamment dans l'automobile, la CFT-CSL en particulier. En 1982, la gauche au pouvoir, la CGT parvient à réduire leur capacité de nuire, à l'occasion de grandes mobilisations d'ouvriers immigrés emmenés, entre autres, par Nora Tréhel. C'est un point de non-retour, la CSL ne s'en relèvera pas.

Aujourd'hui comme hier, les militants de la CGT portent la responsabilité particulière de développer un travail de clarification au sein des entreprises.

Notre Institut Fédéral d'Histoire Sociale sera toujours là pour les y aider.

Ne nous laissons pas bernier par le discours « social » récemment adopté par le parti frontiste qui prétend parler au peuple avec les mots du peuple. Ne nous laissons pas prendre au piège de ce camouflage.

L'extrême droite ment, combattons-la de toutes nos forces !

Dossier Extrême-droite et fascisme

Qu'est-ce qui les fait « monter » ?

Quelques auteurs ont tenté de répondre

L'expression « extrême-droite » doit être critiquée : elle fait partie du lexique ressassé par ceux qui croient raisonnable de dénoncer les « extrêmes » ou les « populismes », comme si la vérité était toujours modérée et trop complexe pour le vulgaire ! Pour comprendre, mieux vaut dire fascisme, référence au premier parti ayant gouverné sur ce mode.

Les raisons de l'émergence des fascismes dans nos sociétés ont fait couler beaucoup d'encre. Quelques pages sont devenues des références.

Le premier sans doute, le communiste italien **Antonio Gramsci** (1891-1937) s'interroge dans **ses Cahiers de prison** sur ce qui a fait gagner Mussolini. Il conclut à une victoire idéologique du fascisme, qui serait devenu hégémonique dans une société éduquée pour être conformiste et pour consentir à sa propre domination. Pour conquérir le pouvoir, la classe ouvrière aurait donc besoin de mener le combat pour **l'hégémonie** dans les idées admises par tous avant même de se lancer à l'assaut des institutions. Ce serait le rôle des « *intellectuels organiques* » de la classe, et ce serait seulement après ce travail que les

communistes pourraient passer d'une guerre de position à une guerre de mouvement...

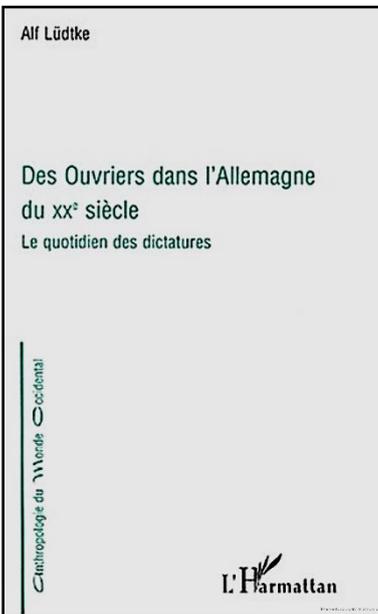


Antonio Gramsci

dans les années 1920

(DP, auteur inconnu, Wkpd)

On pourrait opposer cette vision très idéologique aux débats qui traversent les historiens allemands. **Alf Lüdtke** (1943-2019) se demande aussi pourquoi le pays du plus puissant mouvement ouvrier d'Europe a pu se livrer aux nazis. Il développe l'idée d'une double réalité de ce mouvement : la cohésion ouvrière s'ancre dans une façon de vivre le quotidien,



dans une sorte d'entre-soi fait de rites, d'habitudes, d'amitiés proches, de souvenirs voire de blagues partagés («*Eigensinn*») ... **La grande politique est laissée aux dirigeants**, et l'on s'en inquiètera trop tard.

La plupart des autres historiens de culture germanique se sont interrogés

surtout sur la spécificité meurtrière du nazisme : la Shoah est-elle inscrite dans *Mein Kampf* (*intentionnalisme*) ou dans l'enchaînement des situations d'exercice du pouvoir par les nazis (*fonctionnalisme*) ?

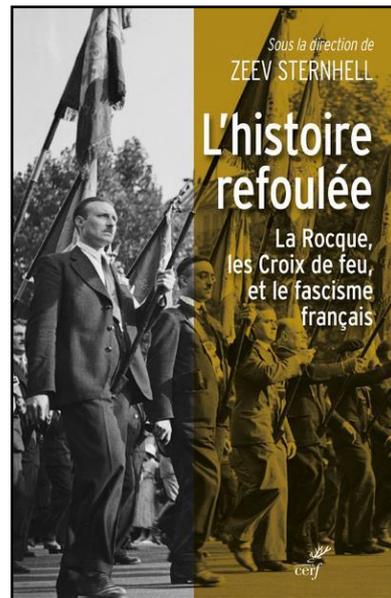
Mais de cette interrogation procède aussi une réflexion plus profonde, celle de la philosophe **Hannah Arendt** (1906-1975) : elle voit le nazisme comme une réponse à la **désolation** (*loneliness* en anglais, langue d'écriture), autrement dit *solitude*, *isolement* de l'individu dans la ville moderne. La montée des fascismes serait ainsi la conséquence d'un échec de la

démocratie à entourer chacun, à produire un univers perceptible par tous d'identités, de dignités, et de



relations. Elle milite donc pour des formes de démocratie de proximité, un aspect de son œuvre souvent ignoré de ses commentateurs libéraux.

Il faut sans doute mentionner pour finir la polémique soulevée par l'historien israélien **Zeev Sternhell**, qui cherche la source du fascisme dans **les idéologies des « anti-lumières » de la fin du XIXe siècle français**, George Sorel notamment. Cette thèse est jugée simpliste par une majorité de spécialistes.



Quel phénomène historique ayant

impliqué tant de pays, de peuples, de classes peut-il être causé par un fait unique et à ce point localisé ? Ne risque-t-on pas une simplification, voire pire, une distribution d'indulgences : ainsi Sternhell reprend-il parfois à son compte l'idée d'un fascisme italien dont le racisme serait tardif... ce que n'ont pas constaté les Ethiopiens qui ont fait les premiers l'expérience des camps !

Par-delà ces réflexions, bien sûr, nous pouvons tous repérer l'échec récurrent du capitalisme à satisfaire les besoins des populations et à garantir la paix et la sécurité dans la durée...

1

La fin du monarchisme (1876-1914)

La première vie est une réaction des monarchistes à la perte de tout espoir de réinstaller un roi sur un trône : en 1870, ils espèrent encore, et ne sont paralysés que par l'embouteillage de candidats. En 1879, la démission du président monarchiste de la République, Mac Mahon, met fin au dilemme : le roi,



c'est fini.

Mais ses partisans gardent une capacité de nuire : ce sera la campagne du général Boulanger pour « réviser » la constitution, terminée en vaudeville (fuite et suicide du général), et surtout deux campagnes de presse au temps de la montée en puissance des rotatives : promotion d'un nationalisme de distinction face aux Allemands, quand les républicains font profession de patriotisme rassembleur, et déferlement de haine antisémite : la *Libre Parole* d'Edouard Drumont en est la voix, et l'Affaire Dreyfus la principale occasion. Le parti qui domine alors la mouvance monarchiste est l'Action Française de Charles Maurras. Ceux qu'on appelle alors les intellectuels se divisent, face à Maurice Barrès ou Léon Daudet se dressent bientôt Zola et la Ligue des droits de l'homme. La victoire des républicains avec la réhabilitation de Dreyfus ne fait pourtant pas disparaître l'Action Française, encore vivace après 1918.

L'exemple du fascisme (1920-1944)

La guerre, puis la crise de 1929 offrent une seconde vie à l'extrême droite. D'abord elle s'alimente du mouvement des anciens combattants, qui fait peser une ambiance militariste dans la vie publique, comme en témoignent les défilés des Croix de feu. Ensuite, les gouvernements autoritaires, et d'abord le fascisme italien, sont des modèles sérieusement étudiés par de larges franges intellectuelles, tandis que se forment de multiples groupuscules singeant fascistes et nazis : uniformes, défilés, salut antique, discours sommaires... Le faisceau de Georges Valois est sans doute le plus proche du modèle, mais les ligues « factieuses » se multiplient, venus d'un peu tous les horizons : ainsi Marcel Déat vient-il de la SFIO, Jacques Doriot du Parti communiste. Certains de ceux-là formeront en 1940 l'ossature du collaborationnisme, porteront même parfois l'uniforme SS au sein de la Légion des volontaires français, ou seront miliciens.

Cette fois le bouc émissaire, ce sont les étrangers « indésirables », parmi lesquels nombreux sont les réfugiés d'Allemagne, d'Espagne ou d'Italie, voire d'URSS. Quant à l'ennemi, c'est le parlementarisme, corrompu comme le révélerait une succession « d'affaires ».

Tout cela converge le 6 février 1934 : quelques groupuscules (Solidarité française, Jeunesse patriote...) et quelques élus de Paris ont réussi à transformer une importante manifestation en émeute sanglante, entraînant la chute d'un gouvernement Daladier jugé trop à gauche.



La solidarité française enterre un des siens, tué le 6 février 1934 (La Contemporaine)

Le Front populaire est la réponse à ce danger fasciste, entraînant une partie du patronat à préférer « Hitler plutôt que le Front populaire ». Après la défaite de 1940, le gouvernement du maréchal Pétain reprend à son compte l'idéologie monarchiste et antisémite, et met en place une pâle mais sanglante copie des régimes des vainqueurs, en s'appuyant sur un collaborationnisme assez hétérogène, venu des formations fascistes mais aussi parfois du pacifisme, de l'anarchisme, ou du syndicalisme.

Ainsi le dirigeant de l'Union fédérative des Travailleurs de l'Etat CGT, René Michaut, jusque-là très antifasciste, cède au « lâche soulagement » (formule de Blum) qui accueille en 1938 l'accord de Munich, et sera exclu en 1945 pour avoir collaboré... ce qui n'enlève rien au mérite d'une profession bien présente dans la Résistance.

3

Le refuge du colonialisme (1945-1972)

Au lendemain de la guerre les organisations collaborationnistes sont détruites, les chefs pourchassés, mais cette « épuration » reste modérée ; Ne sont pas rares les collaborateurs recyclés dans les institutions et continuant à servir et sévir, le préfet Papon en étant l'exemple le plus connu. Quelques vellétés électorales ne donnent pas une grande audience à ces rescapés : Tixier-Vignancourt, un ancien de l'AF, avec dans son équipe un certain JM Le Pen, qui avait su se faire élire député en 1956 en se fondant dans le mouvement de Pierre Poujade (soi-disant *Union défense des Commerçants et Artisans-Union fraternité française*), n'obtient que 5.2% des voix à la première présidentielle en 1965.

Le mouvement nationaliste connaît alors deux transformations majeures à travers la bataille perdue du colonialisme. Jusque-là, il était bien présent dans l'Armée, refuge d'aristocrates qui imaginaient préserver leur distinction dans la carrière militaire. Les putschs de 1958 et 1961, suivis de la dérive sanglante de l'OAS marginalisent cette démarche (quelques nostalgiques, encore, pourtant...), tandis que la modernisation de l'institution change le recrutement des officiers. En même temps, la guerre froide et le processus de la décolonisation internationalisent les enjeux politiques : significativement, la nouvelle organisation d'extrême-droite s'appelle *Occident*, puis brièvement *Ordre Nouveau*.



4

Vers la conquête légale du pouvoir ? (1972... ?)

La dernière vie du fascisme français commence en 1972 avec la création par *Ordre nouveau* du *Front National*, présidé par JM Le Pen. Tournée contre les immigrés, quand il est devenu difficile d'agresser les juifs après la Shoah, la campagne du FN capitalise le racisme latent dans la société, et aussi le ressentiment d'une partie de la classe ouvrière, déçue de l'impuissance -voire de la complicité- de la gauche au pouvoir après 1981, face aux « restructurations » industrielles, au chômage et aux attaques contre les « acquis sociaux ».

L'origine fasciste du FN ne fait pourtant pas de doute : les survivants de la LVF et de la Waffen SS sont présents à la création : Pierre Bousquet [ne pas

confondre avec René, quoi que !], premier trésorier, François Brigneau, directeur de Minute, ancien milicien et du très collaborationniste *Rassemblement National Populaire* de M. Déat. Présents aussi les anciens OAS, comme Roger Holeindre... Pourtant, le FN va attirer aussi de nouveaux auteurs s'exprimant notamment par le *Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne* (GRECE, 1969), comme Alain de Benoist. Cette « nouvelle droite » tente de se distinguer de l'extrême, tout en conservant un discours différentialiste et ethnociste. Elle préfigure ainsi les efforts de Marine Le Pen pour dédramatiser l'enfer !

Car après le choc de la présence de JMLP au second tour de la présidentielle du 21 avril 2002, le pouvoir est l'objectif que se fixe le FN recyclé en RN, et comme Paris vaut bien une messe, selon Henri IV... il n'est pourtant pas probable que cela finisse par un édit de Nantes, sauf à réduire la République à quelques places fortes ! A toutes ces époques en effet, les fascistes de France ont associé un discours sécuritaire et un usage immodéré de la violence, des camelots du roi armés d'une canne ferrée aux nervis identitaires.

Patrick Mortal



Proche de nous, l'exemple italien

Plusieurs états ont récemment vu passer au pouvoir des coalitions de l'extrême droite et des « néo-libéraux ». Ce n'est pas nouveau : les intellectuels néo-libéraux soutenaient déjà la dictature de Pinochet. Pour autant, on doit s'interroger sur trois différences avec le comportement des fascistes de l'entre-deux guerres : Ils n'éliminent pas leurs alliés, n'appliquent qu'à la marge leur programme économique, et ne se maintiennent pas au pouvoir contre un nouveau vote, malgré les tentations de Trump ou Bolsonaro. Est-il trop tôt ? Que penser de ces courants politiques ? Nous proposons une réflexion sur le cas de l'Italie, un pays proche, et qui a connu vingt ans de fascisme après 1922...

Corrado Delfini est franco-italien, économiste et militant associatif dans les Hauts de France. Il a bien voulu nous éclairer, qu'il en soit remercié.

Où va l'Italie de Meloni, 18 mois après son accession au pouvoir ?

Le poids croissant du Rassemblement National en France incite à regarder de plus près les expériences récentes de gouvernements dominés par l'extrême-droite. L'arrivée de Meloni au pouvoir en Italie vient directement à l'esprit.

100 ans, presque jour pour jour, l'Italie se retrouve avec un gouvernement de coalition composé de 2 partis post-fascistes associés au parti de Berlusconi. Lors des élections du 22 octobre 2022, 26% des bulletins de vote se sont portés sur *Fratelli d'Italia*

(FDI), 9% sur des bulletins *Lega* de Salvini et 8% pour *Forza Italia* (FI), permettant à cette coalition d'obtenir la majorité absolue à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

Analyser une telle situation oblige à revenir sur les bouleversements majeurs et l'instabilité économique, sociale et politique qu'a connus l'Italie ces dernières décennies.

Des bouleversements majeurs depuis un demi-siècle

Tout d'abord, comme dans de nombreux autres pays de la planète, l'année 68 a été un véritable moment fondateur. Mais plus encore en Italie où le « *mai rampant* » a duré une dizaine d'années. La contestation a touché en profondeur la population italienne et en particulier la classe ouvrière par une remise en cause des conditions de travail (mouvement « *opéraïste* »). Une radicalisation est également intervenue qui donnera naissance à de nombreux mouvements terroristes dont les Brigades Rouges. Mais à l'opposé du spectre, l'extrême-droite n'est pas en reste avec sa stratégie de la tension en concertation avec les services secrets italiens (DIGOS) et les Etats-Unis. C'est à elle qu'il faut attribuer l'épouvantable massacre de la gare de Bologne en 1980, causant la mort de 85 personnes et 200 blessés.

A la fin des années 80 – début des années 90, se produit un second ébranlement : les deux piliers de la politique italienne – la Démocratie Chrétienne (DC) et le Parti Communiste (PCI) – disparaissent pour des raisons diverses. Pour le PCI, suite à la chute du mur de Berlin ; pour la DC suite aux scandales de corruption mis à jour par l'opération « *Mani pulite* » (« *mains propres* »). Ces disparitions laissent un vide politique important que viendra combler Berlusconi.

Personnage qui ne doit pas être sous-estimé pour notre propos. C'est lui qui va ouvrir la voie à l'extrême-droite, qui va banaliser sans la moindre honte ce courant politique. Il intègre en 1994 dans son gouvernement l'Alliance Nationale (AN) qui vient de se constituer à la suite du Mouvement Social Italien (MSI) – héritier direct de l'expérience fasciste – dirigé alors par Giorgio Almirante (rédacteur en chef de la revue « *La défense de la race* » et collaborateur de la République de Salò, le dernier refuge de l'état fasciste entre 1943 et 1945).



Meloni au temps du MSI, ouvertement fasciste

(2014)

Jose Antonio

Grâce à Berlusconi, les adeptes de Mussolini sortent de leur quarantaine en 1994 et Gianfranco Fini le leader de l'AN devient même vice-président et un des piliers de divers gouvernements Berlusconi. La banalisation de l'extrême-droite passe par le début de la remise en cause de l'antifascisme (« *Mussolini n'a tué personne. Il a envoyé en prison pour qu'ils prennent des vacances* ») mais aussi par les ravages que produit le berlusconisme dans la société italienne (cynisme néolibéral, vulgarité de nouveau riche, racisme, extrême-sexisme, amoralisme décomplexé...) qui produisent passivité et individualisme, que sa domination sur les médias accentue.

Après le règne de Berlusconi, l'instabilité politique se poursuit et donne naissance à 2 partis qui recueilleront les suffrages des Italiens compte tenu de l'approfondissement de la perte de légitimité du personnel politique. Le Mouvement 5 Stelle (M5S), représenté par l'acteur Beppe Grillo, obtient un succès important en revendiquant un certain anti-partisme, une démocratie directe (surtout à partir d'Internet), des mesures écologiques (énergies propres) et le revenu de citoyenneté (équivalent du RSA). Mais sa participation au gouvernement avec la Lega de Salvini, hostile aux migrants et favorable à des réductions d'impôts lui coutera cher en termes de popularité.

La Lega de Salvini peut à juste titre être qualifiée d'extrême-droite même si son origine est éloignée du fascisme historique. Fondé en 1989, ce parti développe essentiellement une orientation régionaliste et fédéraliste. Sa critique du *Mezzogiorno* est radicale puisqu'il considère le Sud de l'Italie (souvent qualifié de « *fainéants* ») comme une charge insoutenable pesant sur le Nord de la Péninsule. En conséquence, ce parti prône l'autonomie, voire l'indépendance, de la Padanie (Nord de l'Italie) et un fédéralisme « *fiscal* ». Mais très vite son ostracisme vis-à-vis du *Mezzogiorno* se transforme en racisme déclaré vis-à-vis des immigrés, ce qui lui permet de dépasser son implantation nordiste et de « nationaliser » son implantation. Logiquement, il se rapproche de Marine Le Pen malgré ses nombreuses participations dans divers gouvernements. Sa dernière participation au gouvernement technique de Mario Draghi lui fera d'ailleurs subir une lourde défaite (passant de 17,4% des suffrages en 2018 à 8,7% en 2022) au profit de FDI, restée à l'extérieur de l'exécutif.

La victoire électorale d'un parti fasciste

Le parti *Fratelli d'Italia*, héritier direct de l'expérience fasciste a pour devise « *Dieu, patrie, famille* » et est incarné par Meloni qui considère Mussolini comme un « *bon politicien, le meilleur des 50 dernières années* ».



Le salut de la victoire en 2022

Vincenzo Nuzzolese/Zuma-rea/Zuma

Ce parti a été créé par des dirigeants politiques refusant l'intégration du MSI-AN dans le Parti des libertés (PDL) de Berlusconi. A la différence de la *Lega* de Salvini, l'ossature du parti provient de dirigeants fascistes issus du Mouvement social italien (MSI) et beaucoup de cadres et militants restent nostalgiques de la dictature fasciste. Son programme affichait pêle-mêle le combat contre les minorités (Roms, musulmans, immigrés) avec la reprise à son compte de la notion de « *grand remplacement* » ; des mesures pour l'emploi et le logement réservées aux Italiens ; un blocus naval face à l'immigration provenant de Libye et Tunisie ; contre l'avortement et pour « *le droit de ne pas avorter* » ; un soutien à Poutine qui « *fait partie du système de valeurs européennes* » ; l'abolition de la fête nationale car fête de la Libération contre le fascisme ; etc.

Où en est-on après 18 mois de son gouvernement ? Il est nécessaire de distinguer les domaines d'application de sa politique.

Un alignement

en matière économique, sociale et diplomatique

Il est indéniable que Meloni est restée dans les traces du précédent gouvernement pour ne pas risquer de perdre la manne de 191 Mds € provenant de la Commission Européenne. Dès lors, elle a engagé bien peu d'initiatives audacieuses et les rares fois où elles

ont eu lieu, son gouvernement a rapidement battu en retraite (une taxation bancaire vite retirée suite aux réactions des marchés financiers, par exemple). Ce gouvernement s'est inscrit nettement dans la politique néolibérale préconisée par les dirigeants européens : réduction des impôts, libéralisation et privatisation des entreprises publiques. Aucune mesure n'a visé la mise en place d'un SMIC (inexistant en Italie). Emblématique est l'attaque contre le RSA italien qui constituait une véritable bouée de sauvetage pour plus d'un million de foyers pauvres. Son remplacement par un « *Chèque d'inclusion* » au périmètre plus limité a pour but explicite de « *distinguer ceux qui ne veulent pas travailler et ceux qui ne peuvent pas* », donc de pousser les plus pauvres à accepter n'importe quel emploi, à n'importe quel salaire.

Tout en gardant des relations privilégiées avec les régimes illibéraux (Hongrie, Pologne d'avant Tusk), l'alignement sur l'Union Européenne et Washington est particulièrement frappant dans le domaine international : Meloni a joué le rôle de bon élève (Ukraine, Israël/Gaza), à l'encontre de son antieuropéisme initial et son refus en 2014 de toute sanction contre la Russie lors de l'invasion de la Crimée.

Un combat idéologique permanent

sur les questions de société

Cela a commencé par l'impossibilité pour les homosexuels de faire reconnaître leur filiation en Italie. Sans remettre en cause la loi sur l'IVG de 1978 - il est vrai que plus de 70% des gynécologues en Italie invoquent « *l'objection de conscience* » -, l'accès à l'avortement a encore été rendu plus compliqué (écoute des battements du cœur du fœtus, entretiens obligatoires avec associations pro-vie, soutien aux plannings familiaux réduit, etc.).

La question de l'immigration illégale étant centrale pour Meloni et, à défaut de pouvoir mettre en œuvre le blocus naval ou les *hotspots* en Afrique, le gouvernement ne peut que mettre en scène l'urgence par un décret amalgamant trafiquants et conducteurs d'embarcation, allongeant les durées en centre de détention et en restreignant les activités des ONG de sauvetage. L'offensive idéologique passe également par l'accaparement de postes à la direction de RAI, le média public, qui est désormais dirigé par un complotiste notoire qui vient de censurer l'intervention

d'Antonio Scurati, auteur d'un récent et magistral ouvrage sur la vie de Mussolini.

Mais l'offensive idéologique majeure consiste à remettre en cause l'antifascisme, à considérer que « *tous les antifascistes n'ont pas lutté pour .../...* »



Manifestation néo-fasciste à Rome le 7 janvier 2024

Capture d'écran sur Dailymotion

.../... la liberté, certains l'ont fait pour l'hégémonie soviétique en Italie. Et tous les fascistes n'étaient pas des crapules, comme le prétend la vulgate antifasciste, l'histoire écrite par les vainqueurs », bref à prôner l'anti-antifascisme. Cette offensive, loin de n'être que le fait de l'extrême-droite, – une certaine gauche n'a pas été insensible à ce discours – a préparé le terrain culturel à l'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir. La recherche d'équivalence entre fascisme et antifascisme est permanente : selon ces théoriciens, l'héritage fasciste devient tout aussi légitime que l'héritage antifasciste – et même davantage car cette dernière portait des intérêts extérieurs à l'Italie, en l'occurrence était allié de l'Union Soviétique.

La tentation d'un Etat fort

Remettre en cause la Constitution italienne de 1948, limitant volontairement le pouvoir exécutif et prônant un système parlementaire (des plus démocratiques avec la proportionnelle), a toujours été un cheval de bataille de l'extrême-droite. Le gouvernement Meloni s'emploie à la tâche en prônant l'élection du chef de gouvernement au suffrage universel et en attribuant automatiquement 55% des sièges au Parlement au bénéfice du parti ou de la coalition du président du Conseil élu. Et cerise sur le gâteau, le successeur d'un président du Conseil

désavoué devrait obligatoirement être un parlementaire de la majorité.

Au vu de ce rapide tour d'horizon de la politique du gouvernement Meloni, nous ne sommes, à l'évidence, pas en Italie sous un régime fasciste, c'est-à-dire ayant supprimé toute capacité d'opposition, interdit les organisations associatives, syndicales ou politiques, ayant censuré les médias, ayant emprisonné et obligeant à la clandestinité. Pour autant, il est indéniable que se développent des éléments de « durcissement autoritaire » avec pour modèle la Hongrie d'Orban. Et en cela, la conquête du pouvoir est une victoire cruciale car elle offre des moyens décuplés, et notamment en termes d'endoctrinement. Un éditorialiste d'un journal conservateur en Italie résume le mieux cette **intoxication permanente** : il faut « *utiliser les lois non pour gouverner mais pour faire de la propagande* ». Le dernier exemple de cette stratégie concerne un amendement de FDI permettant aux associations anti-IVG d'entrer à l'intérieur des centres de conseil, étape

nécessaire pour avoir accès à une IVG. S'il est adopté, cet amendement ne changera rien car les associations anti-avortement ont déjà infiltré les centres de conseil au niveau local. Mais c'est un moyen de faire exister le sujet au niveau national et d'étendre le combat culturel de l'extrême-droite.



Cette propagande n'est pas sans effet. Même après la défaite électorale de Trump et de Bolsonaro, les USA et le Brésil restent profondément divisés et clivés et vivent sous l'épée de Damoclès de foules fanatisées, prêtes à passer à l'assaut des institutions. Comme l'Italie n'est pas avare de situations de crise, certains dirigeants politiques peuvent être tentés, si l'exacerbation des tensions s'accélère ou si l'exaspération de la population s'étend, de rompre de manière autoritaire avec la démocratie libérale.

Corrado Delfini, Mai 2024

Notre bulletin s'efforce de donner à ses lecteurs des armes pour mettre à distance les questions politiques qui les concernent. Aussi l'article ci-dessous surprendra-t-il peut-être par sa spontanéité. Il nous semble toutefois que les rappels qu'il contient et les sentiments qu'il exprime, largement partagés dans les rangs des travailleurs de la Défense, méritent d'être mentionnés et livrés à la réflexion collective.

J'enrage...

...**En lisant** les propos du Ministre des Armées (ou plutôt de la guerre) lorsqu'il relève le fait que la France manque cruellement de poudre pour les obus au point de poser une première pierre d'une unité de production à *Eurenco* (Bergerac), site détenu par KNDS (ex GIAT puis Nexter).

Ignore-t-il le sabotage de l'ex Service des Poudres en 1971 par le pouvoir gaulliste et son ministre de la défense Michel Debré ? Et sa transformation en Société Nationale des Poudres et Explosifs dont les filiales ont été livrées au privé pour l'essentiel ?

...**En apprenant** qu'il constate que la France ne dispose plus sur son sol de quoi produire de munitions de petit calibre !

N'a-t-il jamais entendu parler du long combat des salariés de Giat-Industries mené depuis 1989 contre le dépeçage de ce fleuron industriel, suite à l'adoption de la funeste loi portée par le ministre Chevènement et jamais remise en cause par les différents exécutifs, de droite et socialiste ? - Un outil de souveraineté réduit à sa portion congrue afin de le rendre désirable par le groupe germanique Krauss-Maffei-Wegmann, donnant ainsi naissance au groupe KNDS qui vient d'être chargé du projet franco-allemand de char du futur.

...**En apprenant** que ce groupe va s'installer en Ukraine pour y produire sur place les armements nécessaires pour mener la guerre sous les couleurs de l'OTAN !

...**En apprenant** la réactualisation de plans datant de la guerre froide destinés à permettre, si besoin, la réquisition de certains anciens salariés des entreprises d'armement. Et ce afin de contribuer à l'intensification

de la production. Est-ce ainsi que le gouvernement Attal entend assurer le réemploi des seniors ? Va-t-on faire appel au volontariat, voire à la réquisition, de retraités de l'ex Giat ?

...**En entendant** un Président en plein délire évoquer le possible déploiement de troupes au sol dans cette guerre dictée par les USA et leur bras armé (OTAN) et proposer la mise à disposition de l'Europe de la force de dissuasion française !

Mesure-t-il toute la portée gravissime de tels propos irresponsables de la part d'un dirigeant européen ?

...**Oui j'enrage** de voir des sommes folles être englouties dans le Fonds européen de défense (7,9 milliards d'euros pour 2021-2027), un fonds de 100 milliards d'euros pour stimuler la production de l'industrie de la défense européenne, ou dans la mal nommée Facilité européenne pour la Paix (FEP) avec 12 milliards d'euros pour financer les actions opérationnelles (militaires ?) de l'UE.

Cet argent qui coule à flots pour le plus grand bonheur des marchands de canons européens qui ont vu leurs valeurs boursières bondir de 75% entre le 24 février 2022 et 2023 !

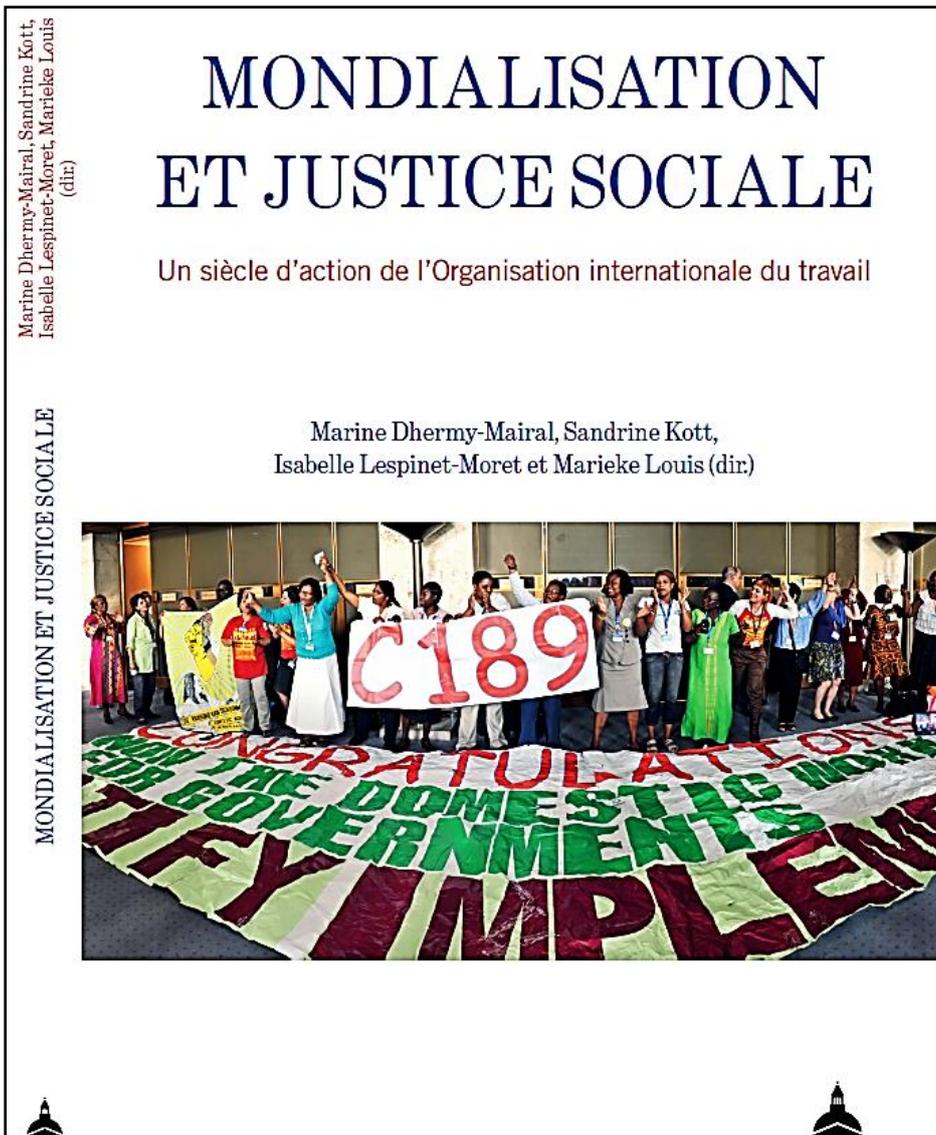
L'heure est à l'investissement public pour répondre aux besoins des populations européennes et pour des œuvres de vie dans le cadre d'une culture de Paix.

La logique de militarisation de l'Europe doit cesser car d'escalade en escalade, l'Europe se dirige vers une 3^{ème} guerre mondiale.

Jean-Louis Naudet, 2024

A lire, à faire connaître

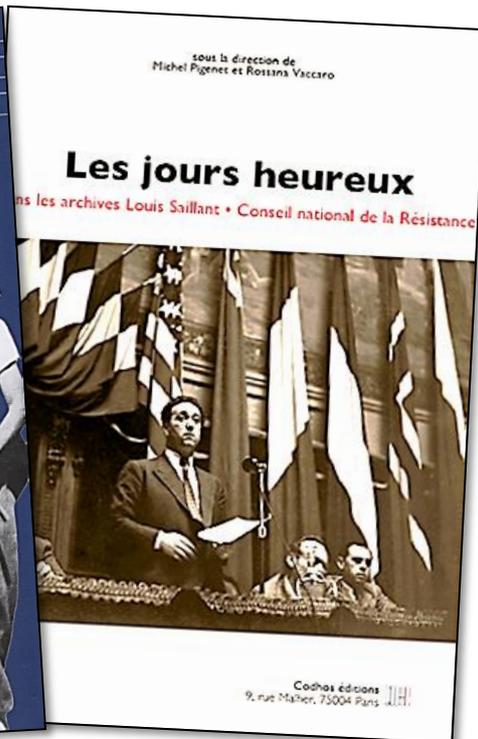
Les XXe et XXIe siècles peuvent se lire comme l'affrontement de deux dynamiques : une logique guerrière et autoritaire, dont nous venons d'évoquer ci-dessus plusieurs aspects, et une logique de paix, de progrès, à laquelle le mouvement dit « ouvrier », ou si l'on veut les organisations de salarié(e)s, contribuent fortement. Pour vos vacances, nous vous proposons des lectures en accord avec cet engagement.



En 2019, pour commémorer le centenaire de l'Organisation Internationale du Travail, s'est tenu un colloque dont ce livre propose les actes. Première organisation de la communauté internationale, préfigurant les organisations de l'ONU, associant les partenaires sociaux et les états, l'OIT est un facteur de résistance aux politiques régressives de ces dernières années et un lieu de réflexion majeur sur les évolutions des mondes du travail.

Cet ouvrage sera un remarquable instrument pour regarder avec hauteur et distance les grands enjeux d'hier et de demain.

Editions de la Sorbonne, 2024.

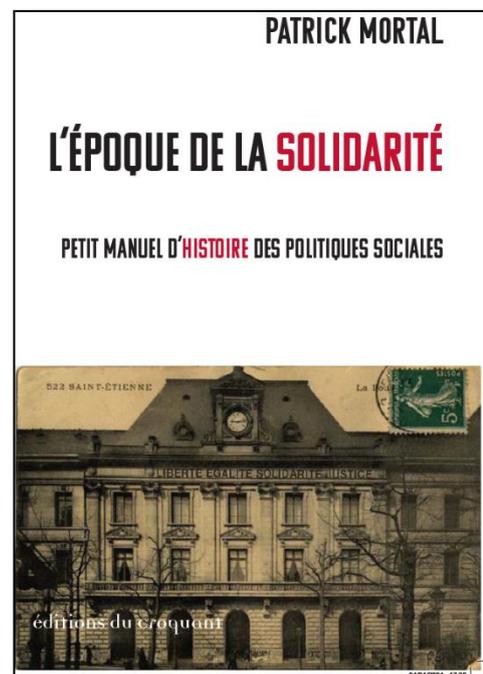


Deux ouvrages récents évoquent l'élaboration du programme du Conseil national de la Résistance (CNR), « *Les jours heureux* ». Même s'il ne faut pas prendre à la lettre les critiques de ceux qui ne rêvent que d'en détruire l'esprit et le fait -les institutions alors créées ont évolué avec le temps- ce moment et ce programme restent une référence

majeure de l'action syndicale et de l'exception française. Plus que le débarquement, et plus qu'une commémoration, cela mérite réflexion.

- « Sortir de la nuit, le CNR et son programme », *Cahiers de l'IHS*, numéro spécial 2024.
- **Michel PIGENET, Rossana VACCARO**, *Les jours heureux dans les archives de Louis Saillant, CNR*, Codhos éditions, Paris, 2018.

Qu'il soit permis au rédacteur de cette rubrique d'annoncer en toute modestie la parution prochaine (août 2024) de son ouvrage, un petit manuel qui se veut utile à la réflexion militante comme à l'instruction des publics étudiants. Inutile de signaler que, pour une fois, le rôle des travailleurs de l'Etat dans la construction sociale française est clairement documenté...



Vie de l'IFHS



7eme versement des archives fédérales au CAAPC... images de Montreuil à la nouvelle salle de lecture de Châtelleraut.



Archives Fédérales au CAAPC de Châtellerault

Lors de notre rencontre du 27 octobre 2023, avec les nouveaux responsables du Centre d'Archives de Châtellerault, une importante discussion s'était tenue autour des archives papiers déjà déposées et celles à venir.

À l'époque, 18 cartons avaient été préparés en juin et juillet et stockés à Montreuil. Nous avons poursuivi ce travail depuis et c'est donc un total de 31 cartons que nous avons pu transporter le **jeudi 25 avril 2024**.

Un véhicule loué à Montreuil et 3 membres du CA de notre IFHS (Michel Lucot, Patrick Mortal et Bernard Bourdelin) disponibles pour effectuer ce voyage de 600 kilomètres aller-retour et voilà la mission accomplie.

Bravo et merci à Michel pour sa conduite digne d'un professionnel de la route et un grand merci également à tous les camarades qui ont contribué à la réussite de ce transfert (tri des archives, rédaction des documents et manutention des cartons).

Comme l'an dernier, l'accueil au CAAPC a été parfait et nous avons pu une nouvelle fois effectuer une visite du site et en particulier la nouvelle salle de lecture qui est vraiment d'un très haut niveau et bien plus grande que la précédente.

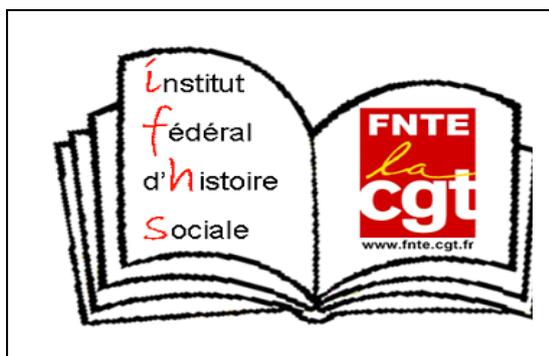
Vigilance malgré tout car le SHD est (comme beaucoup d'autres services) en pleine période de restructurations et le CAAPC de Châtellerault manque encore cruellement de personnels.

Ce nouveau déplacement nous permet malgré tout d'envisager l'avenir positivement, au regard de nos objectifs immédiats.

Poursuivons donc le travail d'archivage et à bientôt (pas tout de suite quand même), pour un prochain transfert.

Bernard Bourdelin.

INSTITUT FÉDÉRAL D'HISTOIRE SOCIALE TRAVAILLEURS DE L'ETAT



(1) (Photo : archives du syndicat CGT de la MAS)

BULLETIN D'ADHÉSION 2024

Individuel

NOM :PRÉNOM :

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

ADRESSE E-MAIL (obligatoire pour recevoir les informations) :

Montant minimum de ma cotisation : 15 €

Montant libre de ma cotisation :€. Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 15 €

Règlement par virement règlement par chèque

Vous avez la possibilité de régler votre adhésion soit directement par virements (bien signaler le nom de la personne dans l'intitulé) ou par chèques à l'ordre de : **IFHS-TE-CGT**

Adresse courrier :

IFHS-FNTE
(Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat CGT)
263 rue de Paris – Case 541 –
93515 MONTREUIL CEDEX)

Adresse mail : ifhs-te-cgt@fnte.fr



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Titulaire
IFHS-TE-CGT

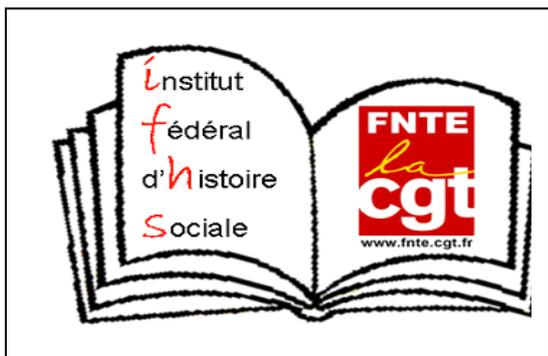
Domiciliation
SG NEUILLY-S-SEINE (03908)
122 AV CH. DE GAULLE
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Référence bancaire

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
30003	03908	00037260011	65

IBAN : **FR76 3000 3039 0800 0372 6001 165**
BIC-ADRESSE SWIFT : **SOGEFRPP**

INSTITUT FÉDÉRAL D'HISTOIRE SOCIALE TRAVAILLEURS DE L'ETAT



BULLETIN D'ADHÉSION 2024 **Syndicats et Associations**

L'Organisation: Adhère à l'IFHS-TE-CGT

ADRESSE :

VILLE : CODE POSTAL :

ADRESSE E-MAIL (obligatoire pour recevoir les informations) :

Montant minimum de la cotisation : 30 €

Montant libre de la cotisation :€. Indiquez le montant de votre cotisation supérieur à 30 €

Règlement par virement règlement par chèque

Vous avez la possibilité de régler votre adhésion soit directement par virement (bien signaler le nom du syndicat ou de l'association dans l'intitulé) ou par chèques à l'ordre de :
IFHS-TE-CGT

Adresse courrier :

IFHS-FNTE
(Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat CGT)
263 rue de Paris – Case 541 –
93515 MONTREUIL CEDEX)

Adresse mail : ifhs-te-cgt@fnte.fr



RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE

Titulaire
IFHS-TE-CGT

Domiciliation
SG NEUILLY-S-SEINE (03908)
122 AV CH. DE GAULLE
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Référence bancaire

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB
30003	03908	00037260011	65

IBAN : **FR76 3000 3039 0800 0372 6001 165**
BIC-ADRESSE SWIFT : **SOGEFRPP**